

Monsieur le président, Mme la Vice présidente, chères et chers collègues.

L'éthique et l'équité de l'assiette.

La déclaration universelle des droits de l'Homme reconnaît à chaque être humain le droit à l'alimentation, pourtant plus de deux milliards de personnes souffrent dans le monde de problèmes de malnutrition (la faim invisible). Ce n'est pas un état, mais une maladie.

En France près de 9 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté, 25% des salariés gagnent moins de 750 euros par mois.

Le coût des produits alimentaires a augmenté de 25% depuis 1998, l'obésité est présentée comme un fléau moderne de nos sociétés, mais elle touche 2 à 3 fois plus les populations pauvres.

Les jeunes les plus fragiles psychologiquement seront les plus enclins à développer des conduites addictives (binge-drinking) ou des conduites alimentaires pathologiques (anorexie, boulimie).

L'apprentissage à l'aliment se fait très tôt dans le processus de développement de l'enfant, l'éducation au goût et saveurs doit donc être renforcée en milieu scolaire pour pouvoir éduquer et prévenir dans ce domaine. La région Aquitaine a déjà mis en place un travail en ce sens dans les lycées.

Le PNNS 2 a eu ainsi des applications concrètes, avancées significatives, néanmoins il est important de continuer à travailler pour une meilleure alimentation chez l'enfant et l'adolescent.

Continuer à promouvoir des circuits de distribution courts en agriculture raisonnée, sinon bio. Former les personnels des lycées aux nouveaux enjeux alimentaires ; commencer un travail de sensibilisation aux conduites addictives et troubles de l'alimentation, en lien avec le rectorat.

Une région seule ne peut mettre en œuvre ces politiques, souvent issues de plans nationaux différents et souvent superposés (PNNS, Plan Cancer, Plan contre l'obésité etc...)

L'Etat et ses services déconcentrés est bien loin de se donner les moyens notamment financiers, pour développer des politiques cohérentes en la matière.

La perception de l'insécurité alimentaire prend une place de plus en plus grande dans notre société. (Toxicologie des aliments).

La « savoureuse » introduction des OGM dans notre alimentation, parfois masquée ; les échanges mondialisés, la production de denrées agricoles OGM à grande échelle dans les pays sous-développés, non seulement polluent les terres indigènes (la Pacha Mama) mais ne sert qu'à l'alimentation des pays industrialisés et les profits des grands groupes.

De même produire du bio à des milliers de Km du lieu de consommation ne peut se concevoir dans un concept de développement durable.

Dans ce domaine, notre région est bien loin d'être en capacité d'avoir une production suffisante pour répondre à ses besoins.

Il faut accélérer la mise à disposition de terres à destination de cultures biologiques pour les petits agriculteurs qui veulent se reconverter.

Le Conseil Régional peut avoir un rôle de coordination et d'impulsion lié aux attentes des Aquitains pour tout ce qui touche à leur alimentation en ciblant particulièrement les personnes les plus fragiles et les jeunes en priorité.

Lutter pour un pouvoir d'achat qui permette de vivre c'est aussi une garantie de pouvoir d'achat alimentaire suffisant.

La récente décision de la cour de justice Européenne qui a eu pour conséquence de réduire drastiquement le PEAD (Programme Européen d'Aide aux Démonis) est une injustice inqualifiable, privant les associations caritatives de soutiens importants et vitaux pour lutter contre la malnutrition et la pauvreté.

L'Aquitaine où il fait bon vivre et manger est elle aussi touchée par ces mesures, à nous de les combattre.

Prendra-t-on un jour aux dividendes des plus riches pour donner (aussi) à manger une alimentation saine aux pauvres ?

Pour que l'équité et une éthique sociale soit aussi dans l'assiette.

Meri de votre attention.